

**Séance ordinaire du
jeudi 21 décembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt et un décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE.

**Stationnement payant sur voirie
Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS)
avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé
des Infractions (ANTAI) en cycle partiel**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'article 63 de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM), modifie les conditions de mise en place d'une politique de stationnement payant. Cette réforme, dite de « dépenalisation » ou de « décentralisation » du stationnement payant, entre en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

Aujourd'hui, le stationnement est lié à l'exercice d'un pouvoir de police et son non-paiement immédiat est une infraction pénale d'un montant de 17€. Au 1^{er} janvier 2018, celui-ci devient une modalité d'occupation du domaine public et le non-paiement immédiat du stationnement est assimilé au choix de l'utilisateur d'un paiement immédiat ou d'un paiement postérieur au stationnement par l'intermédiaire d'un Forfait de Post-Stationnement (FPS) dont le montant est fixé par la collectivité locale.

Le Forfait de Post-Stationnement est donc dû au titre de l'occupation du domaine public, en cas de stationnement sur un emplacement payant de voirie. Il peut être édité par voie dématérialisée et géré par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions.

L'amélioration de la qualité du service rendu à l'utilisateur étant une priorité pour la Ville, le système de verbalisation par voie électronique est d'ores et déjà mis en œuvre au sein de la collectivité et présente toutes les garanties de fiabilité nécessaires à la mise en œuvre du FPS.

Dans le cadre de la délégation de service public attribué à la société TAM par délibération du Conseil Municipal du 3 Novembre 2017, le délégataire propose à la ville d'opter pour un cycle partiel avec les services de l'ANTAI.

En effet, le cycle partiel permet la mise en œuvre d'un forfait de post-paiement minoré dans les 4 jours suivant l'émission de l'avis de paiement déposé sur le pare-brise du véhicule. En outre, il autorise le paiement du forfait de post-paiement jusqu'à 90 jours pour l'utilisateur qui le souhaite, auprès du délégataire, qui propose une diversité de moyens de paiement : horodateurs, bornes dans les agences, guichet, paiement par internet.

L'ANTAI n'intervient qu'à l'épuisement de ce délai de 90 jours pour obtenir un paiement forcé, majoré des frais de traitement étatique.

Pour information, le cycle complet, totalement dématérialisé, démarre de l'émission du FPS (sans notification sur le véhicule) et se termine par le paiement du FPS.

L'ANTAI propose, à la collectivité ayant instauré les droits de stationnement, de formaliser pour une durée de 2 ans, la procédure par voie de convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention, ci-jointe, entre la Ville et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions sur la base d'une procédure en cycle partiel ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 22 décembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Antai

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171221-22579-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 28/12/17
Réception en Préfecture : 28/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.